

Cote du document: EB 2019/LOT/P.4
Date: 19 août 2019
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt

République du Rwanda

Programme de partenariat en faveur de marchés du petit élevage résilients et inclusifs

Numéro du projet: 2000002564

Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Sara Mbago-Bhunu
Directrice régionale
Division Afrique orientale et australe
téléphone: +39 06 5459 2838
courriel: s.mbago-bhunu@ifad.org

Francesco Rispoli
Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2725
courriel: f.rispoli@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Cheffe
Gouvernance institutionnelle et
relations avec les États membres
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du programme	iii
Résumé du financement	iv
I. Contexte	1
A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA	1
B. Enseignements tirés de l'expérience	2
II. Description du programme	3
A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles du programme	3
B. Composantes/résultats et activités	4
C. Théorie du changement	5
D. Alignement, appropriation et partenariats	5
E. Coûts, avantages et financement	6
III. Risques	10
A. Risques liés au programme et mesures d'atténuation	10
B. Catégorie environnementale et sociale	10
C. Classement au regard des risques climatiques	10
D. Soutenabilité de la dette	10
IV. Mise en œuvre	10
A. Cadre organisationnel	10
B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication	12
C. Plans de mise en œuvre	12
V. Instruments et pouvoirs juridiques	13
VI. Recommandation	13
Appendices	
I. Negotiated financing agreement	
II. Logical framework	

Équipe d'exécution du programme

Directrice régionale:	Sara Mbago-Bhunu
Directeur de pays/chargé de programme de pays:	Francesco Rispoli
Responsable technique du programme:	Antonio Rota
Responsable de la gestion financière:	Virginia Cameron
Spécialiste climat et environnement:	Paxina Chileshe
Juriste:	Purificacion Tola Satue

Sigles et acronymes

COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
FIDA11	Dixième reconstitution des ressources du FIDA
MINAGRI	Ministère de l'agriculture et des ressources animales
ODD	Objectif de développement durable
OS	Objectif stratégique
PRISM	Partenariat en faveur de marchés du petit élevage résilients et inclusifs
PTBA	Plan de travail et budget annuel
RAB	Conseil rwandais du développement agricole et des ressources animales
TREI	Taux de rentabilité économique interne
UUEP	Unité unique d'exécution du projet

Carte de la zone du programme



* La carte du programme ne représente que les interventions financées par le FIDA.

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Carte établie par le FIDA – 12/07/2019

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République du Rwanda, représentée par le Ministère des finances et de la planification économique
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture et des ressources animales
Coût total du programme:	45,6 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	10,85 millions de DTS (équivalant à approximativement 14,9 millions d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	Conditions particulièrement favorables
Montant du cofinancement:	Enabel: 17,4 millions d'USD Heifer International: 4,7 millions d'USD
Conditions du cofinancement:	Dons/crédit
Contribution de l'emprunteur:	3,3 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	2,4 millions d'USD
Contribution des institutions financières:	1,3 million d'USD
Contribution du secteur privé:	1 million d'USD
Contribution des districts:	0,7 million d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA
Montant du financement du FIDA au titre de l'action climatique*:	1,3 million d'USD

* Selon les méthodes des banques multilatérales de développement relatives au suivi du financement de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs effets.

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 57.

I. Contexte

A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA

Contexte national

1. Si le Rwanda a vu son économie croître de 7,9% par an entre 2007 et 2017, la pauvreté demeure un problème de taille, notamment dans les zones rurales¹. L'économie rwandaise reste dépendante de l'agriculture, qui représente 32,7% du PIB. L'agriculture se caractérise par des unités de production modestes d'une superficie moyenne de 0,33 hectare, et la population exerce une pression importante sur la base de ressources naturelles.
2. En 2016/17, la contribution directe et indirecte de l'élevage au PIB était estimée à 4,6% du PIB national et à 14% du PIB agricole. Grâce à des conditions agroécologiques propices à l'intensification, le secteur de l'élevage a de nombreuses possibilités d'accroître encore sa contribution à l'économie. Compte tenu de l'augmentation rapide de la population, de l'urbanisation croissante et de la hausse des revenus, la demande d'aliments d'origine animale devrait augmenter de manière considérable dans un avenir proche.
3. Les buts de développement à long terme du Rwanda sont énoncés dans deux documents, Vision 2020 et Vision 2050, qui visent à transformer le pays en le faisant passer d'une économie à faible revenu, fondée sur l'agriculture, à une économie à revenu intermédiaire. Le Plan stratégique de transformation de l'agriculture (2018-2024), qui est le programme d'investissement phare du Rwanda pour le secteur agricole, souligne le rôle clé du secteur privé et la nécessité d'améliorer la nutrition. Le développement du secteur de l'élevage au Rwanda suit les orientations fixées par un cadre stratégique global qui est le Plan directeur relatif à l'élevage du Rwanda (2017-2022). Une stratégie et un plan d'investissement concernant spécifiquement le petit élevage ont été élaborés en 2012, mais ils doivent être examinés et actualisés.

Aspects particuliers relatifs aux questions que le FIDA doit transversaliser en priorité

4. **Problématique femmes-hommes.** Le Rwanda adhère aux cadres régionaux et internationaux relatifs aux droits des femmes et a fait de grands pas dans la promotion de l'égalité des sexes. Dans les zones rurales, les activités agricoles représentent l'unique source de revenus pour près de 90% des femmes. Avec un niveau de scolarité plus faible et un taux d'analphabétisme plus élevé (23%) que les hommes, les femmes sont contraintes de s'engager dans une agriculture de subsistance, car elles n'ont pas les compétences voulues, n'ont qu'un accès restreint aux marchés et aux services agricoles et n'ont guère de maîtrise des terres ou des autres actifs essentiels.
5. **Jeunes.** Globalement, les jeunes (âgés de 16 à 30 ans) constituent 26,6% de la population totale, et 50% de la population a moins de 20 ans. Les principaux obstacles au développement des entreprises et à l'entrepreneuriat des jeunes – outre l'accès aux marchés – sont le manque de compétences techniques, l'accès limité aux informations et aux perspectives d'emploi, l'accès insuffisant aux ressources foncières et financières ainsi qu'un manque de services d'appui.

¹ En milieu rural, 43% de la population vit sous le seuil de pauvreté, contre 22% en milieu urbain.

6. **Nutrition.** Depuis que le Rwanda a adhéré au mouvement Renforcer la nutrition en 2011, tous les districts (30) ont conçu des plans visant à éliminer la malnutrition, qui serviront de base à l'élaboration d'activités en lien avec la nutrition dans les districts ciblés par le Partenariat en faveur de marchés du petit élevage résilients et inclusifs (PRISM). Malgré la baisse sensible des cas de malnutrition chronique, le retard de croissance demeure l'un des plus grands défis à relever, avec une prévalence de 35% en 2018.
7. **Environnement et accent mis sur le climat.** La pression de la population, associée à la sensibilité des sols, favorise l'érosion, les glissements de terrain, les pertes de sol et le lessivage des nutriments, ce qui entrave la croissance de la productivité agricole. Les changements climatiques et la fréquence accrue des inondations pourraient également accroître la prévalence de maladies animales à composante climatique.

Justification de l'intervention du FIDA

8. Avec 240 millions de bénéficiaires entre 2010 et 2015, le FIDA possède une solide expérience dans le secteur de l'élevage. Le Projet de développement de la production laitière au Rwanda a été lancé en 2016.
9. En tant que partenaire de confiance du Gouvernement rwandais, le FIDA s'est vu demander d'appuyer la stratégie du Gouvernement consistant à moderniser les chaînes de valeur du petit élevage. Le PRISM permettra au Gouvernement d'élargir sa couverture sectorielle en matière d'élevage et de répartir son appui de manière équilibrée dans des zones géographiques (à savoir l'ouest et le sud du pays) qui sont moins aidées et souffrent davantage de la pauvreté et de la malnutrition.
10. Entre 2000 et 2017, la consommation nationale par habitant de produits issus du petit élevage a augmenté de 688% pour la volaille, de 79% pour le porc et de 111% pour les petits ruminants. Par ailleurs, entre 2010 et 2015, les exportations rwandaises vers la République démocratique du Congo ont augmenté de 27% pour les petits ruminants et les produits avicoles, et de 140% pour le porc. Ces marchés, dont la croissance devrait se poursuivre, offrent des possibilités de transformation des moyens d'existence ruraux.

B. Enseignements tirés de l'expérience

11. **Nécessité de prendre en compte les risques sanitaires.** D'après l'expérience acquise dans d'autres projets de développement de l'élevage, une épizootie de grande ampleur représente un risque élevé pour la filière de l'élevage. L'intégration au programme de mesures d'urgence en cas d'épizootie serait de nature à réduire sensiblement ce risque.
12. **Approche-filière axée sur le petit élevage.** Au Rwanda, une part importante des ménages ayant reçu une aide au démarrage concernant notamment des animaux n'ont pas été en mesure de conserver ces derniers à long terme et ont été contraints de les vendre lorsqu'ils ont fait face à une crise. Compte tenu de la population cible du programme, il est important, lors de la planification de la remise du bétail, de bien préparer les communautés avant de leur confier les animaux.
13. **Accès au financement.** L'une des leçons à retenir des précédents projets financés par le FIDA au Rwanda est que l'on accorde une attention démesurée à la gestion des dons de contrepartie, sans que leur justification soit analysée comme il se doit. Il faut en faire plus pour donner aux bénéficiaires un meilleur accès à long terme à des services de financement viables.

II. Description du programme

A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles du programme

14. **Objectifs du programme.** L'objectif global du PRISM est de réduire la pauvreté au Rwanda en donnant aux populations rurales (femmes, hommes et jeunes) les moyens de participer à la transformation du secteur de l'élevage et de renforcer leur résilience. L'objectif de développement du programme est d'accroître la sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi que les revenus des ménages ruraux pauvres en améliorant la performance des chaînes de valeur.
15. **Contribution au programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) 2019-2024.** Le PRISM contribuera directement à la réalisation de deux objectifs stratégiques (OS) du COSOP. Concernant l'OS 1, "accroître durablement la productivité agricole dans les chaînes de valeur alimentaires et d'exportation prioritaires, et améliorer les moyens d'existence et la résilience de la population rurale", les activités menées au titre du programme permettront d'intensifier la production issue du petit élevage et de renforcer sa résilience face aux risques sanitaires, environnementaux et économiques. Le programme contribuera également à la réalisation de l'OS 2, "améliorer les processus après récolte, renforcer les liens avec les marchés et créer des perspectives économiques pour les femmes, les hommes et les jeunes dans les zones rurales", en favorisant l'inclusion des petits exploitants dans les chaînes de valeur.
16. **Partenariat avec Enabel et Heifer International (Heifer).** Le PRISM est un programme de partenariat de cinq ans exécuté par le Conseil rwandais du développement agricole et des ressources animales (RAB), cofinancé par le FIDA, l'Agence belge de développement (Enabel) et Heifer, qui agit également en tant que partenaire d'exécution. Le programme s'articule autour de deux interventions complémentaires, financées par le FIDA et Enabel, dont le contenu et les stratégies ont été harmonisés. Elles seront mises en œuvre parallèlement sous un même mécanisme d'exécution.
17. **Zone géographique.** Les interventions financées par le FIDA cibleront un total de 15 districts répartis dans les provinces du Nord, du Sud et de l'Ouest. Les districts et les secteurs seront sélectionnés en fonction de la prévalence de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire. Les interventions financées par Enabel auront une couverture nationale, mais viseront les zones offrant davantage de perspectives pour la production porcine et avicole axée sur le marché.
18. **Mécanismes de ciblage.** Sur la base du système national de classification socioéconomique (*ubudehe*) et de l'harmonisation avec le COSOP, le PRISM ciblera directement un total de 26 355 ménages ruraux pauvres appartenant aux catégories 1, 2 et 3 du système *ubudehe*: i) 23 400 ménages ruraux pauvres et en situation d'insécurité alimentaire (environ 88 000 membres de ménages des catégories 1 et 2) bénéficieront d'un parcours de reclassement favorable aux pauvres, dont les services seront adaptés à leurs conditions socioéconomiques et à leurs besoins spécifiques; ii) 1 530 jeunes ruraux recevront un appui pour s'organiser en coopératives de petit élevage; iii) 1 425 producteurs à vocation commerciale (issus principalement des catégories 2 et 3) seront appuyés par des activités de renforcement des capacités portant à la fois sur des aspects techniques, commerciaux et financiers.
19. Le PRISM veillera à ce que ses interventions bénéficient de manière équitable aux femmes et aux hommes; au moins 50% des bénéficiaires ciblés seront des femmes et au moins 30% seront des jeunes. L'intervention d'Enabel visera davantage à appuyer les structures privées et les petits exploitants commerciaux existants, et ciblera 21 254 bénéficiaires supplémentaires. Le partenariat FIDA-Enabel permettra d'aider différents acteurs dans les chaînes de valeur du petit élevage par des

stratégies inclusives et conçues sur mesure qui mettront à profit les avantages relatifs des deux organismes.

B. Composantes/résultats et activités

20. Le programme s'articulera autour de trois composantes interdépendantes et complémentaires:
21. **Composante 1: Intensification climatiquement rationnelle des systèmes de petit élevage**
 - **Sous-composante 1.1: Mobilisation sociale et reclassement des ménages vulnérables.** Cette composante, qui sera exécutée par Heifer, ciblera 23 400 ménages ruraux pauvres et exposés à l'insécurité alimentaire selon un parcours de reclassement favorable aux pauvres, conçu pour renforcer les capacités des petits exploitants les plus vulnérables (*ubudehe* 1 et 2) et améliorer leurs liens avec les marchés. Enabel appliquera l'approche des fermes-écoles, ciblant 12 000 ménages sélectionnés parmi ceux qui sont les plus axés sur le marché, en vue de compléter les activités de Heifer.
 - **Sous-composante 1.2: Amélioration de la santé animale et du potentiel génétique du petit bétail.** Dans les communautés bénéficiant du parcours de reclassement, des entrepreneurs agrovétérinaires locaux seront sélectionnés, formés et déployés en vue de favoriser le bien-être animal dans l'ensemble des chaînes de valeur, et il sera créé des fonds communautaires en faveur de la santé animale pour gérer les risques sanitaires. Le PRISM renforcera également les capacités des services vétérinaires en matière de surveillance des épidémies, et établira un fonds d'urgence en cas d'épidémie de grande ampleur.
 - **Sous-composante 1.3: Appui aux innovations climatiquement rationnelles dans le domaine de la production.** Afin d'atténuer tout éventuel impact négatif dû à l'intensification du petit élevage, le programme facilitera plusieurs activités: i) l'agroforesterie en vue d'améliorer l'efficacité des aliments pour animaux; ii) la gestion du fumier grâce à l'adoption de systèmes de biogaz et du compostage; iii) des équipements de collecte des eaux de pluie pour utiliser les ressources en eau de manière plus efficace.
22. **Composante 2: Appui au développement de la filière du petit élevage**
 - **Sous-composante 2.1: Mise en place d'alliances productives avec des fournisseurs d'intrants et appui à l'entrepreneuriat en matière de production.** Des alliances productives seront favorisées dans les filières commerciales de production avicole et porcine, en faisant fond sur des modalités (contrats verticaux) déjà employées par les producteurs rwandais d'aliments pour animaux en vue d'élargir leur clientèle. Ces alliances productives cibleront en principe les bénéficiaires des catégories 2 et 3 du système *ubudehe* participant déjà à des activités commerciales, mais aussi des petits exploitants de catégorie 1, aidés au titre de la composante 1 et en mesure de progresser et de produire un excédent. Un total de 1 530 jeunes recevront également une aide dans la mise en place d'unités de production viables et rentables, ce qui permettra de mieux les relier aux marchés et aux services.
 - **Sous-composante 2.2: Organisation du marché dans les filières du petit élevage.** L'organisation du marché s'effectuera par: i) un appui aux acheteurs en vue de développer le réseau de fournisseurs; ii) un appui aux investissements destinés aux biens publics concernant les équipements essentiels; iii) un appui aux forums multipartites de petits éleveurs à l'échelle régionale et nationale.

- **Sous-composante 2.3: Appui aux institutions financières.** Le PRISM améliorera également les liens entre les institutions financières et les ménages vulnérables appuyés au titre de la composante 1, les jeunes et les petits exploitants participant à des alliances productives. Enabel appuiera le secteur local des aliments pour animaux en mettant en place un réseau d'exploitations productrices de maïs et de soja qui soient à la fois rentables, résilientes, durables et reliées aux distributeurs selon le principe de la sous-traitance.
23. **Composante 3: Appui à l'élaboration des politiques et coordination**
- **Sous-composante 3.1: Appui à l'élaboration des politiques et des cadres réglementaires.** Toutes les activités liées à la formulation de politiques et de stratégies ainsi qu'à l'élaboration, la révision et l'application de lois et de normes seront appuyées et financées conjointement avec Enabel. Le PRISM appuiera: i) le renforcement des capacités du RAB dans les domaines techniques liés au petit élevage; ii) le renforcement institutionnel des organisations paysannes nationales existantes ou nouvellement créées; iii) la mise en place de forums multipartites pour faciliter la concertation sur les réglementations et les politiques; iv) l'élaboration de stratégies sectorielles, y compris l'examen et l'actualisation des stratégies actuelles.

C. Théorie du changement

24. La théorie du changement du PRISM est fondée sur l'hypothèse selon laquelle les femmes, les jeunes et les ménages ruraux vulnérables amélioreront leur productivité et leur accès au marché si on leur donne les capacités sociales et techniques pour y parvenir et si on les inclut dans la chaîne de valeur. Une telle autonomisation leur permettra en effet d'augmenter leurs revenus et d'améliorer leur sécurité alimentaire et nutritionnelle, et renforcera les résultats et la compétitivité des filières de l'élevage. Cette théorie du changement fait fond sur les perspectives découlant de l'expansion du marché qui s'opère actuellement tant à l'échelle nationale que sous-régionale.
25. L'approche du PRISM est globale et repose sur le principe selon lequel le développement de chaînes de valeur doit fournir un appui équilibré à l'ensemble des acteurs. Le partenariat entre le FIDA et Enabel permettra d'atteindre tous les segments et acteurs des chaînes de valeur au moyen d'approches adaptées, tout en veillant à ce que les missions et les stratégies de ciblage de chaque institution soient respectées.

D. Alignement, appropriation et partenariats

26. L'objectif de développement du PRISM est en totale adéquation avec la deuxième phase de la Stratégie gouvernementale de développement économique et de réduction de la pauvreté, dont le but global est d'accélérer la croissance et de réduire la pauvreté. Plus spécifiquement, le PRISM est conforme au Plan stratégique de transformation de l'agriculture, qui est le programme d'investissement phare du Gouvernement pour le secteur agricole. Le PRISM est également en totale adéquation avec les buts et objectifs du Cadre stratégique du FIDA pour 2016-2025, ainsi qu'avec le COSOP 2019-2024 et les priorités institutionnelles du FIDA.
27. Globalement, le PRISM contribuera directement à la réalisation de plusieurs objectifs de développement durable (ODD), notamment les ODD 1 (pas de pauvreté), 2 (faim zéro), 5 (égalité entre les sexes), 8 (travail décent et croissance économique) et 13 (mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques).
28. Le PRISM est cofinancé par le FIDA, Heifer et Enabel. Le programme sera également conçu de telle sorte qu'une coordination et une consultation étroites soient maintenues avec tous les partenaires potentiels dans les zones concernées.

E. Coûts, avantages et financement

29. Le montant total alloué par le FIDA au PRISM au titre du financement de l'action climatique est calculé à 1 334 673 USD, soit 9% du montant total du programme.

30. Coût du programme

Le coût total du PRISM, y compris les provisions pour aléas d'exécution et aléas financiers, est estimé à 45,64 millions d'USD (41,07 milliards de RWF). Les investissements se ventilent de la manière suivante pour chaque composante:

- **Composante 1:** 20,65 millions d'USD (42% du coût total)
- **Composante 2:** 19,40 millions d'USD (29%)
- **Composante 3:** 5,59 millions d'USD (11%)

Tableau 1
Coûts du programme par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

Composante	Gouvernement rwandais		FIDA11		Enabel		Institutions financières		Heifer		Districts		Bénéficiaires		Secteur privé		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	En nature	%	En nature	%	
1. Intensification climatiquement rationnelle des systèmes de petit élevage	57	0,3	7 610	36,9	7 596	36,8	-	-	4 677	22,7	326	1,6	380	1,8	-	-	20 647
2. Appui au développement de la filière du petit élevage	3 096	16,0	4 336	22,3	7 399	38,1	1 289	6,6	-	-	330	1,7	1 959	10,1	993	5,1	19 403
3. Appui à l'élaboration des politiques et coordination	159	2,8	2 958	52,9	2 435	43,5	-	-	-	-	-	-	41	0,7	-	-	5 593
Total	3 312	7,3	14 904	32,7	17 430	38,2	1 289	2,8	4 677	10,2	656	1,4	2 380	5,2	993	2,2	45 642

Tableau 2
Coûts du programme par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Gouvernement rwandais		FIDA11		Enabel		Institutions financières		Heifer		Districts		Bénéficiaires		Secteur privé		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	En nature	%	En nature	%	
I. Coûts d'investissement																	
A. Travaux	64	5,0	1 227	95,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 291
B. Véhicules	45	37,8	75	62,2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	120
C. Équipement et matériel	8	20,0	34	80,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	42
D. Biens, services et fournitures	80	0,5	6 210	41,0	1 957	12,9	-	-	3 497	23,1	218	1,4	2 380	15,7	794	5,2	15 135
E. Crédit et fonds de garantie	-	-	-	-	-	-	1 289	100	-	-	-	-	-	-	-	-	1 289
F. Dons et subventions	2 789	100	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 789
G. Services de consultants	164	8,3	1 437	72,6	180	9,1	-	-	-	-	-	-	-	-	200	10,1	1 981
H. Formation	142	2,3	4 314	69,7	112	1,8	-	-	1 180	19,1	439	7,1	-	-	-	-	6 187
I. Enabel coûts virtuels/autres	-	-	-	-	13 188	100	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	13 188
Total des coûts d'investissement	3 293	7,8	13 297	31,6	15 438	36,7	1 289	3,1	4 677	11,1	656	1,6	2 380	5,7	993	2,4	42 023
II. Charges récurrentes																	
A. Traitements et salaires	-	-	1 438	41,9	1 992	58,1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3 430
B. Dépenses de fonctionnement	19	10,3	169	89,7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	188
Total des charges récurrentes	19	0,5	1 607	44,4	1 992	55,1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3 619
Total	3 312	7,3	14 904	32,7	17 430	38,2	1 289	2,8	4 677	10,2	656	1,4	2 380	5,2	993	2,2	45 642

Tableau 3

Coûts du programme par composante (et sous-composante) et par année du programme

(en milliers d'USD)

Composante/sous-composante	Année 1		Année 2		Année 3		Année 4		Année 5		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
1. Intensification climatiquement rationnelle des systèmes de petit élevage											
1.1 Mobilisation et reclassement des ménages vulnérables	1 274	11,5	2 744	24,8	3 282	29,7	3 227	29,2	541	4,9	11 067
1.2 Amélioration de la santé et du potentiel génétique des animaux	747	40,4	552	29,8	365	19,7	185	10,0	2	0,1	1 850
1.3 Appui aux innovations climatiquement rationnelles	168	43,8	125	32,7	90	23,5	-	-	-	-	383
1.4 Investissements d'Enabel et autres investissements au titre de la composante 1	1 465	20,0	1 465	20,0	1 465	20,0	1 465	20,0	1 465	20,0	7 323
Sous-total	3 653	17,7	4 885	23,7	5 201	25,2	4 876	23,6	2 008	9,7	20 622
2. Appui au développement de la filière du petit élevage											
2.1 Mise en place d'alliances productives avec des fournisseurs d'intrants	2 191	22,8	2 293	23,9	2 447	25,5	1 800	18,7	883	9,2	9 614
2.2 Organisation du marché dans les filières du petit élevage	137	5,2	599	22,7	962	36,5	774	29,3	166	6,3	2 639
2.3 Appui aux institutions financières	152	14,0	464	43,0	275	25,5	189	17,5	-	-	1 080
2.4 Investissements d'Enabel et autres investissements au titre de la composante 2	1 173	20,0	1 173	20,0	1 173	20,0	1 173	20,0	1 173	20,0	5 865
Sous-total	3 653	19,0	4 530	23,6	4 858	25,3	3 936	20,5	2 222	11,6	19 198
3. Appui à l'élaboration des politiques et coordination											
3.1 Appui à l'élaboration des politiques	30	3,7	205	25,3	175	21,6	280	34,6	120	14,8	810
3.2 Coordination du programme	684	24,9	324	11,8	439	15,6	626	22,7	681	24,7	2 753
3.3 Investissements d'Enabel et autres investissements au titre de la composante 3	398	20,0	398	20,0	398	20,0	398	20,0	398	20,0	1 992
Sous-total	1 113	20,0	927	16,7	1 013	18,2	1 304	23,5	1 199	21,6	5 556
Provisions pour aléas d'exécution											
Inflation											
Locale	63	7,5	187	22,2	254	30,2	190	22,6	147	17,5	842
Importée	2	5,1	7	21,0	10	29,4	9	26,3	6	18,0	34
Sous-total inflation	65	7,4	194	22,1	264	30,1	199	22,8	154	17,5	876
Dévaluation	(48)	7,4	(142)	22,0	(194)	30,1	(146)	22,7	(114)	17,7	(645)
Sous-total provisions pour aléas financiers	17	7,4	52	22,4	70	30,2	53	22,9	39	17,1	231
Total	8 435	18,5	10 403	22,8	11 157	24,4	10 177	22,3	5 469	12,0	45 642

∞

Stratégie et plan de financement/cofinancement du programme

31. La structure de cofinancement du PRISM se présente de la manière suivante:

Tableau 4
Structure de cofinancement du PRISM
(en milliers d'USD)

	Gouvernement rwandais	FIDA	Enabel	Heifer	Institutions financières	Secteur privé	Districts	Bénéficiaires	Total
Montant	3 312	14 904	17 430	4 677	1 289	993	656	2 380	45 642
%	7,3	32,7	38,2	10,2	2,8	2,2	1,4	2,2	100

Décaissement

32. Les allocations financières les plus importantes au titre du PRISM concernent les biens, les intrants et la formation, d'autres allocations plus modestes visant les travaux, les services de conseil et autres ainsi que les dépenses récurrentes. Celles-ci représentent 10,8% de l'enveloppe du FIDA. Globalement, la performance de décaissement du portefeuille au Rwanda est plutôt satisfaisante. Le portefeuille du FIDA au Rwanda est décaissé par le biais du Portail clients du FIDA. Le risque que des capacités insuffisantes sur le plan technique, institutionnel et de la gouvernance, au niveau national et des districts, puissent entraîner des retards d'exécution et un ralentissement des décaissements a été évalué au stade de la conception, et jugé faible.
33. Un compte désigné, libellé en dollars des États-Unis, ainsi qu'un compte de programme libellé en francs rwandais seront ouverts à la Banque nationale du Rwanda, puis gérés par l'unité unique d'exécution du projet (UUEP), sous la supervision du RAB. Ces deux comptes seront reliés au Système intégré de gestion financière, mais ne seront pas soumis au quotidien à des contraintes de solde nul, au titre du compte unique du Trésor.

Résumé des avantages et analyse économique

34. **Analyse économique.** Le taux de rentabilité économique interne (TREI) du programme est estimé à 26%, ce qui est supérieur au coût d'opportunité du capital au Rwanda (estimé à 9,5% sur la base des taux de rendement des obligations à long terme). Le programme est donc jugé viable sur le plan économique.
35. **Analyse de sensibilité.** Les résultats de l'analyse font état d'une forte résilience face aux hausses de coût et aux réductions des avantages, ce qui reflète le profil de risque du PRISM. Le programme délivrerait tout de même un TREI de 25% et de 24% respectivement en cas de réduction des avantages de 10% et de 20%. Dans un scénario extrême de réduction de 50% des avantages, le TREI atteindrait 17%, ce qui est supérieur au taux d'escompte sociale.

Stratégie de retrait et durabilité

36. Un projet de stratégie de retrait a déjà été élaboré (annexe 10 du rapport de conception du programme) et continuera d'être affiné pendant le programme, par l'intégration des enseignements tirés de l'exécution. La durabilité des effets directs du programme repose sur son approche globale fondée sur la promotion des partenariats, la mobilisation sociale, la constitution de groupements, le transfert de compétences, le renforcement institutionnel et l'accès à long terme aux services financiers.

III. Risques

A. Risques liés au programme et mesures d'atténuation

37. Les principaux risques liés au PRISM et les mesures d'atténuation sont présentés en détail ci-après.

Tableau 5

Principaux risques liés au programme et mesures d'atténuation

<i>Principaux risques</i>	<i>Mesures d'atténuation</i>
Tarissement éventuel des marchés d'exportation ou des sources de matières premières pour l'alimentation animale, en raison d'impondérables.	<ul style="list-style-type: none"> Améliorer l'approvisionnement en matières premières en soutenant la production locale et en améliorant la coordination et la diversification des marchés.
Crise sanitaire due à l'apparition d'une maladie animale contagieuse et mortelle.	<ul style="list-style-type: none"> Appuyer la surveillance épidémiologique et les mécanismes d'urgence, notamment le fonds d'urgence.
Capacités techniques et institutionnelles insuffisantes au niveau national et des districts.	<ul style="list-style-type: none"> Le personnel essentiel de l'UUEP sera secondé par des spécialistes techniques, des prestataires de services et Heifer. Des missions de supervision et d'appui à l'exécution contribueront à une mise en œuvre ciblée du programme, notamment lors des années 1 et 2.

B. Catégorie environnementale et sociale

38. Le PRISM est classé comme une opération de catégorie B du point de vue environnemental et social. Le programme ne devrait pas avoir d'impact négatif significatif dans ces deux domaines. Pour réduire les éventuels impacts négatifs liés à l'intensification du petit élevage, le programme favorisera plusieurs activités visant à transversaliser la gestion de l'environnement ainsi que l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets, notamment la promotion de l'agroforesterie, la gestion du fumier et la collecte des eaux de pluie.

C. Classement au regard des risques climatiques

39. Le risque climatique du programme est jugé modéré, et une analyse élémentaire du risque climatique doit être menée. Le principal risque d'ordre climatique serait l'apparition ou le retour d'une maladie à composante climatique, notamment une maladie à transmission vectorielle. Ce risque sera atténué en renforçant les systèmes de surveillance épidémiologique et la planification des interventions d'urgence pour permettre une réaction plus prompte et mieux adaptée en cas d'épidémie.

D. Soutenabilité de la dette

40. La croissance du Rwanda devrait rester vigoureuse en 2019 pour s'établir à 7,8%, puis autour de 8% à moyen terme. La toute dernière analyse de soutenabilité de la dette, réalisée par le Fonds monétaire international, considère le risque de surendettement du Rwanda comme faible. Le portefeuille de la dette extérieure de ce pays comprend surtout des prêts à des conditions favorables², et ces prêts devraient rester la principale source de financement des projets publics.

IV. Mise en œuvre

A. Cadre organisationnel

Gestion et coordination du programme

41. **Mise en œuvre du programme.** Le PRISM est un programme quinquennal qui sera exécuté par l'UUEP, sous la supervision du RAB. Les interventions appuyées par le FIDA et Enabel seront gérées par une équipe unique de gestion du

² Soixante-douze pour cent à la fin de juin 2017.

programme cofinancée par les deux partenaires et dirigée par le coordonnateur de l'UUEP.

42. **Contrôle du programme.** Dans le droit fil des pratiques observées dans d'autres projets/programmes financés par le FIDA et Enabel au Rwanda, un comité commun de pilotage du programme sera mis en place et fournira des orientations et des conseils en matière de politiques au niveau national, évaluera l'état d'avancement du programme, approuvera le plan de travail et budget annuel (PTBA) et les rapports de situation, et conviendra de mesures correctives le cas échéant. Le comité de pilotage sera présidé par le Secrétaire permanent du Ministère de l'agriculture et des ressources animales (MINAGRI). En outre, un comité de coordination technique traitera les problèmes d'ordre technique et liés à l'exécution du programme. Ce comité technique sera présidé par le RAB et se réunira chaque trimestre, un mois avant les réunions du comité de pilotage du programme.

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

43. **Gestion financière.** La gouvernance au Rwanda est solide et le risque inhérent à la gestion financière est faible: c'est ce qui ressort des récentes évaluations en matière de dépenses publiques et de responsabilité financière, ainsi que des données de Transparency International. Le portefeuille du FIDA est géré par une unité d'exécution commune, l'UUEP. Si le système de l'UUEP permet un démarrage rapide des projets, les délais de recrutement du personnel financier entraînés par sa restructuration ont quelque peu réduit son efficacité. La gestion des contrats par l'UUEP et les systèmes de suivi du mécanisme de don doivent être renforcés. Le risque relatif à la gestion financière a donc été jugé moyen pour le PRISM au stade de la conception. La situation actuelle en ce qui concerne les effectifs sera stabilisée conformément aux clauses des accords de financement. Les projets financés par le FIDA utiliseront pleinement les systèmes en vigueur dans l'administration rwandaise. Le Système intégré de gestion financière, qui sert à saisir les rapports sur les dépenses, dispose d'un plan comptable adapté aux besoins de l'administration, avec une comptabilité de caisse modifiée. Dans la mesure où ce système ne satisfait pas entièrement aux exigences du FIDA en matière d'information financière, il est question d'adapter l'usage du Système intégré de gestion financière.
44. Le Vérificateur général réalise un audit annuel des projets du FIDA conformément aux normes internationales. Outre les audits financiers, les rapports du Vérificateur général couvrent la conformité et l'optimisation des ressources. La fonction d'audit interne est mise en place au sein de l'UUEP, sur le modèle de la charte de l'audit interne de l'administration rwandaise. Un plan d'audit interne axé sur les risques, consacré aux projets financés par le FIDA (pour l'exercice 2017/18) et approuvé par le Comité d'audit du MINAGRI, est pleinement exécuté et sera reproduit.
45. **Passation des marchés.** La responsabilité globale en matière de passation des marchés incombera au RAB. Le FIDA et Enabel établiront leur propre unité en matière de passation des marchés en vue de satisfaire aux exigences respectives de chaque organisation en la matière, tout en collaborant avec l'UUEP pour assurer une conduite fluide des activités de passation des marchés. L'UUEP possède une unité de passation des marchés chargée de planifier la passation des marchés, de préparer les documents relatifs aux appels d'offres, de publier et distribuer les avis d'appel d'offres, de réceptionner et de conserver les offres, et d'assurer la bonne exécution des contrats.
46. **Gouvernance.** Le Rwanda se classe au 48^e rang sur 180 pays selon l'indice de perception de la corruption publié en 2018 par Transparency International. La Politique du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations ainsi que les mesures à prendre pour sa mise en œuvre seront diffusées au démarrage du programme.

B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication

47. Un projet de PTBA sera élaboré en concertation avec les partenaires d'exécution. Il comprendra des plans relatifs à la formation, à l'assistance technique et au suivi-évaluation, ainsi qu'un plan de passation des marchés. Le PRISM disposera d'un système de suivi-évaluation commun qui sera compatible avec les indicateurs du MINAGRI, du FIDA et d'Enabel. L'UUEP mettra au point des outils de collecte des données et des modèles de rapport concordant avec le PTBA et les indicateurs du cadre logique.
48. L'apprentissage mutuel entre les activités financées par le FIDA et Enabel sera encouragé par l'UUEP par le biais d'ateliers et de réunions, en vue de partager les savoirs et les enseignements tirés. La diffusion de savoirs Sud-Sud sera assurée au moyen de visites d'échange conduites dans l'ensemble du portefeuille de Heifer au Cambodge, au Kenya et au Népal. Le programme collaborera avec le Centre de communication et d'information agricole du MINAGRI pour faire en sorte que les activités du programme soient documentées et communiquées au public.

Innovations et reproduction à plus grande échelle

49. Le PRISM mettra l'accent sur les innovations susceptibles d'être reproduites à plus grande échelle, notamment un mécanisme d'urgence pour faire face à une éventuelle épizootie, des écloséries utilisant des sources d'énergie renouvelable gérées par des groupements de jeunes, la numérisation et l'assurance, ainsi que le parcours de reclassement pour les ménages les plus pauvres.

C. Plans de mise en œuvre

Plans de préparation à la mise en œuvre et de démarrage

50. Le FIDA et le Gouvernement rwandais veilleront à ce que la mise en œuvre soit effective au démarrage, comme suit:

Tableau 6

Mesures visant à favoriser la préparation à l'exécution en phase de démarrage

	Mesure	Partie/personne responsable	Date cible/engagements
1	Donner leur forme définitive au PTBA et au plan de passation des marchés	UUEP/RAB	Avant le décaissement
2	Établir une UUEP dirigée par un coordonnateur et dotée d'un personnel compétent dûment recruté	Directeur général/RAB	Au cours des six premiers mois
3	Actualiser le manuel d'exécution du programme, en y incluant un manuel de gestion financière complet ainsi qu'un plan comptable consacré au programme	UUEP/RAB	Au cours des six premiers mois
4	Mettre en place un comité de pilotage du programme dirigé par le Secrétaire permanent auprès du MINAGRI	Comité de pilotage/MINAGRI	Au cours des six premiers mois
5	Établir un comité de coordination technique du programme	Unité d'appui au programme/MINAGRI	Au cours des six premiers mois
6	Répertorier les codes de comptes et configurer les codes comptables pour satisfaire aux exigences du programme en matière de comptabilité et d'établissement de rapports	UUEP/RAB/équipe chargée du Système intégré de gestion financière – Ministère des finances et de la planification économique	Partie des activités de démarrage et permanentes

Supervision, examen à mi-parcours et plans d'achèvement

51. L'exécution globale du programme sera supervisée conjointement par le FIDA et Enabel, en partenariat avec le MINAGRI, tandis que le FIDA et Enabel superviseront leurs propres financements conformément à leurs directives respectives. Des

missions annuelles de supervision et d'appui à l'exécution seront organisées durant le programme.

52. L'UUEP établira des rapports semestriels sur l'état d'avancement du programme, dans un format acceptable pour le FIDA et Enabel. Ces rapports fourniront des informations sur l'état d'avancement du programme sur le plan matériel et financier. Le MINAGRI/RAB, Enabel et le FIDA procéderont à un examen conjoint approfondi à mi-parcours au plus tard à la troisième année du programme, sur la base du mandat établi par l'UUEP et approuvé par le FIDA et Enabel.
53. Après la date d'achèvement du programme et au plus tard à la date de clôture, le MINAGRI/RAB établira un rapport d'achèvement du programme. Par ailleurs, l'UUEP procédera à une évaluation de l'impact du programme qui aidera à établir le rapport d'achèvement.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

54. Un accord de financement entre la République du Rwanda et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe à l'appendice I.
55. La République du Rwanda est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
56. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

57. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République du Rwanda un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant de dix millions huit cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (10 850 000 DTS), équivalant approximativement à 14,9 millions d'USD, qui sera régi par des modalités et conditions conformes, en substance, aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Gilbert F. Hougbo

Negotiated financing agreement: “Partnership for Resilient and Inclusive Small Livestock Markets”

(Negotiations concluded on 2 August 2019)

Loan No: _____

Programme: Partnership for Resilient and Inclusive Small Livestock Markets (“the Programme” or “PRISM”)

The Republic of Rwanda (the “Borrower”)

and

The International Fund for Agricultural Development (the “Fund” or “IFAD”)

(each a “Party” and both of them collectively the “Parties”)

WHEREAS the Borrower has requested financing from the Fund for the purpose of financing the PRISM;

WHEREAS, the Programme is expected to receive co-financing from Heifer International (Heifer) and from the Belgian Development Agency (ENABEL);

WHEREAS, the Fund has agreed to provide a loan for the Programme to finance the activities described in Schedule 1 to this Agreement (the Activities);

NOW THEREFORE, the Parties hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Programme Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2), the Special Covenants (Schedule 3) and the General Conditions. In the event of a conflict between this document and any of the Schedules, the provisions of this document shall take precedence.

2. All provisions of the Fund’s General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of December 2018, and as may be amended hereafter from time to time (the “General Conditions”) shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein, unless the Parties otherwise agree in this Agreement.

3. The Fund shall provide a Loan (the “Financing”) to the Borrower which the Borrower shall use to implement the PRISM in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. The amount of the Loan is ten million and eight hundred and fifty thousand Special Drawing Rights (SDR 10 850 000) .

2. The Loan is granted on highly concessional terms, and shall be free of interest but shall bear a fixed service charge as determined by the Fund at the date of approval of the Loan by the Fund's Executive Board, payable semi-annually in the Loan Service Payment Currency. The Loan shall have a maturity period of forty (40) years, including a grace period of ten (10) years starting from the date of approval of the Loan by the Fund's Executive Board. The principal is to be repaid at 4.5 per cent of the total principal per annum for years eleven (11) to thirty (30), and 1 per cent of the total principal per annum for years thirty first (31) to forty (40).
3. The Loan Service Payment Currency shall be the US dollar.
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be July 1st.
5. Payments of principal and service charge shall be payable on each 1 April and 1 October.
6. There shall be one Designated Account in USD for IFAD resources, for the exclusive use of the Programme opened in the National Bank of Rwanda. The Borrower shall inform the Fund of the officials authorized to operate the Designated Account.
7. There shall be one Programme Operations Account for IFAD resources in Rwandan francs (RWF) opened by the Lead Programme Agency in the National Bank of Rwanda.
8. The Borrower shall provide counterpart financing for the Programme in an amount equivalent to approximately three million three hundred thousand US dollars (USD 3.3 million) to cover taxes for the Programme and land allocation for youth beneficiaries. The Borrower shall also cause the participating districts to contribute services and training in kind to the Programme, estimated at approximately seven hundred thousand US dollars (USD 0.7 million).

Section C

1. The Lead Programme Agency shall be the Rwanda Agriculture and Animal Resources Development Board (RAB) of the Ministry of Agriculture and Animal Resources (MINAGRI) of the Borrower.
2. Additional Programme Parties include those parties responsible for the implementation of any part of the Programme and any other parties deemed necessary by the Lead Programme Agency.
3. The Programme Completion Date shall be approximately sixty (60) months after the date of entry into force of this Agreement or such other date as the Fund may designate by notice to the Borrower and the Financing Closing Date will be established as specified in the General Conditions. The Agreement shall enter into force on the date of receipt by the Fund of the instrument of ratification.
4. Mid-term review. A Mid-Term Review will be conducted as specified in Section 8.03 (b) and (c) of the General Conditions; however, the Parties may agree on a different date for the Mid-Term Review of the implementation of the Programme.

Section D

The Loan will be administered and the Programme supervised by IFAD.

Section E

1. The following are designated as additional grounds for suspension of the right of the Borrower to request disbursements:

- (a) The Programme Implementation Manual (PIM) and/or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior agreement of IFAD and IFAD, after consultation with the Borrower, has determined that it has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Programme.
- (b) The Programme Manager or other key Programme staff (Heads of Financial Management, Procurement and M&E officer) have been removed from the Programme without the prior consultation with the Fund;

2. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:

- (a) The IFAD no objection to the PIM shall have been obtained;
- (b) The Programme Steering Committee (PSC) shall have been established;
- (c) The Programme Operations Manager and dedicated Programme Accountant shall have been appointed.

3. This Agreement is subject to ratification by the Borrower.

4. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower:

The Minister of Finance and Economic Planning
Ministry of Finance and Economic Planning
P.O. Box 158 Kigali
The Republic of Rwanda

For the Fund:

The President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

This Agreement, dated _____, has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the Borrower and shall enter into force as provided for in Section 13.01 of the General Conditions.

THE REPUBLIC OF RWANDA

[insert NAME of the Authorised Representative]
"[insert her/his title]"

[Date: _____]

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Gilbert F. Houngbo
President

[Date: _____]

Schedule 1

Programme Description and Implementation Arrangements

I. Programme Description

1. *Programme overall objective.* The overall objective of the Programme is to reduce poverty by empowering poor rural men, women and youth to participate in the transformation of the Rwanda livestock sector and to enhance their resilience. Specifically, the Programme seeks to increase competitiveness and profitability of the small livestock sector for the provision of quality products from smallholder producers to domestic and regional consumers.

2. *Programme Goal.* The Programme Goal is to improve food and nutrition security and incomes of poor rural households through better performance of the value chains.

3. *Partnership with ENABEL and Heifer.* PRISM is a partnership programme implemented by the Rwanda Agriculture and Animal Resources Development Board (RAB), jointly supported by IFAD, the ENABEL and Heifer (which has also an implementing role). The Programme consists of two complementary interventions, one is supported by IFAD through this Agreement, the other is supported by ENABEL through a separate agreement, whose content and strategies have been aligned, and will be implemented jointly under a common implementation mechanism.

4. *Programme area.* The IFAD Financing will target a total of 15 districts across the northern, southern and western provinces of Rwanda. The selection of the districts and their respective sectors will be based on the incidence of poverty and food insecurity as well as the comparative advantage for the development of the targeted small livestock value chains. The ENABEL-funded interventions will be concentrating on areas with higher potential for market-oriented poultry and pig production.

5. *Target population.* PRISM will directly target a total of 26,355 poor rural households belonging to *Ubudehe* categories 1, 2 and 3: (i) 23,400 poor and food insecure rural households (approximately 88,000 household members in categories 1 and 2) will benefit from a pro-poor graduation pathway, tailoring the services provided to the socio-economic conditions and specific households' needs; (ii) 1,530 rural youth will receive support to organize themselves into small livestock production cooperatives, and (iii) 1,425 market-oriented producers (mostly from categories 2 and 3) will be supported through a combination of technical, business and financial capacity building.

PRISM will ensure that women and men equally benefit from its interventions; at least 50 per cent of the targeted beneficiaries will be women and at least 30 per cent will be youth. ENABEL intervention will focus more on supporting already established smallholder commercial farmers and private firms (suppliers and processors) and will target additional 21,254 beneficiaries. IFAD-ENABEL partnership will allow to target and support different actors in the small livestock value chains, with inclusive tailored strategies, leveraging the comparative advantages of the two agencies.

6. *Components.* PRISM will have the following interlinked and mutually supporting components: (i) Climate-smart intensification of small livestock production systems; (ii) Support to small livestock value chain development; and (iii) Policy support and coordination.

Component 1: Climate-smart intensification of small livestock production systems.

Social mobilization and graduation of vulnerable households. Heifer will co-finance and implement this intervention, targeting 23,400 poor and food insecure rural households through a pro-poor graduation pathway, which is designed to strengthen the capacity of the most vulnerable smallholder farmers (*Ubudehe* 1 and 2) while linking them to markets. The topics covered include financial literacy, nutrition education, business management and gender equity to increase their production and productivity. ENABEL will apply the Farmer Field School approach, targeting 12,000 households selected among the most market-oriented, to complement the Heifer activities.

Support climate smart innovations in production. In order to mitigate potential negative impact of small livestock production intensification, the Programme will promote several activities including: (i) promotion of agroforestry for enhanced feed efficiency; (ii) manure management through adoption of biogas system and composting; and (iii) installation of rainwater harvesting facilities for improved water use efficiency.

Improve animal health status and genetic potential of small livestock. In communities benefitting from the graduation pathway, Community Agro-Vet Entrepreneurs will be identified, trained and deployed to support animal well-being across all value chains, and community animal health funds will be established to manage health risk. The Programme will provide support to RAB and private actors to build livestock assets and improve livestock stock and management. The Programme will also strengthen (i) the epidemio-surveillance capacities of veterinary services; (ii) the preparedness to sanitary crisis by supporting the development of contingency plans; (iii) the organization of disease outbreak simulation exercises; and (iv) the establishment of a disease contingency fund for major disease outbreaks.

Component 2: Support to small livestock value chain development

Support to animal feed industry. ENABEL will support the animal feed industry with a focus on quality locally produced raw materials, in order to reduce the country dependency on imports. The Programme will develop a profitable, resilient and sustainable soya and maize farms network connected to feed companies through the out-grower company model.

Productive Alliances with input suppliers and market facilitation in small livestock value chains. Productive alliances will be sought in the commercial poultry and pig value chains, building on arrangements (vertical contracts) that are already used by Rwandan animal feed manufacturers to expand their customer outreach. The beneficiaries of these productive alliances will typically belong to *Ubudehe* categories 2 and 3, already engaged in commercial activities, but also smallholder farmers from category 1, supported under component 1, which will manage to 'graduate' and produce a surplus.

Support to youth entrepreneurship in production. PRISM will target unemployed rural youth who are willing to start small livestock production enterprises and will assist them to establish viable and profitable production units, linking them to markets and services. The support will include initial intensive technical and business management support, continuous tutoring through business coaches, provision of start-up capital for investment and working capital, and linkages to financial service providers.

Support to financial institutions. PRISM will facilitate linkage of the smallholder farmers under productive alliance with the financial sector, to finance investments and working capital. It will also contribute to linking (i) vulnerable households under the graduation pathway to formal financial services; and (ii) youth and private investors to financial institutions for start-up business development financing.

Component 3: Policy support and coordination

Policy and regulatory support. PRISM will support the formulation of new sector strategies and policies and the updating or formulation and enforcement of food safety and animal welfare regulatory frameworks. It will also provide capacity building support to RAB to improve skills of key staff on technical domains related to small livestock.

Support to national producers organizations and multi-stakeholder fora. PRISM will provide institutional support to existing or emerging national farmer's organizations within the targeted small livestock value chain to enable them to increase their competitiveness, visibility and their outreach. Small livestock multi-stakeholder fora will be established at regional and national level to facilitate negotiations between value chain actors and their participation in policy dialogue.

II. Implementation Arrangements

8. *Lead Programme Agency.* The Lead Programme Agency will be the RAB, under the auspices of MINAGRI. The IFAD and ENABEL supported interventions will be managed by a single programme management team, co-financed by both partners, and placed under the coordination of the SPIU coordinator.

9. *Single Programme/Project Implementation Unit (SPIU).* PRISM will be implemented through the SPIU under RAB. The IFAD and ENABEL supported interventions will be managed by a single programme management team, co-financed by both partners, and placed under the coordination of the SPIU coordinator.

The Programme staff in charge of IFAD supported interventions will be composed of a Programme Operations Manager, a Livestock Specialist, a Rural Finance Specialist, a Programme Accountant, a Monitoring and Evaluation (M&E) Officer and a Procurement Officer, and they will be supported by existing SPIU staff on the crosscutting aspects as well as district Programme Coordinators and district Focal Points. The Financing will not be used to support staff salaries under ENABEL supported interventions. However, the Parties may discuss on additional ways to harmonize and optimize on specific requirements for Programme staff, in line with the respective requirements of the Parties.

10. *Programme Steering Committee (PSC).* A common PSC will be established for IFAD and ENABEL supported interventions and chaired by the Permanent Secretary (PS), MINAGRI. The main responsibilities of the PSC will be to provide policy guidance and orientations at national level, to assess the implementation progress of the Programme, to approve AWPB and progress reports and to decide on corrective measures where appropriate. The PSC will meet at least four times a year. Detailed Terms of Reference (ToRs) and membership of the PSC are included in the PIM.

11. *Programme Technical Coordination Committee (PTCC).* A PTCC will address technical and implementation issues, including those related to the coordination between partners and alignment between interventions will be composed of all implementation partners. It will be chaired by RAB. The PTCC will meet on a quarterly basis, one month ahead of the PSC meetings.

12. *Partnerships.* PRISM will create partnerships with decentralized entities in order to finance activities which are under the Districts. Same partnerships will be created with relevant Borrower's specialized technical agencies, such as the Rwanda Standard Board, Agriculture and Livestock Inspection and Certification Services, the Rwanda Cooperative Agency and the Rwanda Youth in Agribusiness Forum (RYAF).

The Programme will be engaged in a partnership with ENABEL and with Heifer, which will be also a key implementing partner.

A separate agreement will be signed between Borrower/MINAGRI and Heifer, and other implementing partners, for the implementation of the activities as described in this Schedule.

13. *Programme Implementation Manual (PIM)*. The Borrower will finalize the development of the Programme Implementation Manual (PIM) for the Fund's consideration and approval. The PIM will provide more details on roles and responsibilities of the Programme and implementing parties to ensure full coordination among all partners involved in implementation, implementation arrangements for the Contingency Fund, financial management requirements, include bank accounts and audit arrangements, the establishment of a grievance redress mechanism, and M&E and reporting requirements. The PIM reflects IFAD's no tolerance for Sexual Harassment (SH) / Sexual Exploitation and Abuse (SEA) in the Programme.

Schedule 2

Allocation Table

1. *Allocation of Loan Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan, the allocation of amounts to each category of Financing and the percentage of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in SDR)	Allocation net of tax and other financiers' contribution, including Government
I. Works	810 000	100%
II. Consultancies & non-consulting services	2 200 000	100%
III. Contingency Fund (Goods, services & inputs)	330 000	100%
IV. Goods & inputs	2 490 000	100%
V. Vehicles	50 000	100%
VI. Training	2 820 000	100%
VII. Recurrent costs	1 050 000	100%
Unallocated	1 100 000	
Total	10 850 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

- (i) "Contingency Fund (Goods, services & inputs)" is an instrument to finance emergency responses in case of sanitary crisis. The operational modalities and criteria for eligibility will be defined in the PIM.
- (ii) "Goods & inputs" includes equipment and materials for building animal shelters and start up packages for Programme beneficiaries;
- (iii) "Vehicles" includes motorbikes;
- (iv) "Training" includes building institutional capacity, support to national producer organizations, support to farmer organizations and technical and business capacity building for youth; and
- (v) "Recurrent costs" includes salaries, allowances and operating costs.
- (vi) The Parties agree that reallocation of funds during the implementation of the Programme by mutual agreement is possible, should the necessity arises.

2. *Disbursement arrangements.*

Start-up Advance. Withdrawals in respect of expenditures for start-up costs incurred before the satisfaction of the general conditions precedent to withdrawal shall not exceed an aggregate amount of USD 150 000, limited to categories II, IV and VII. Activities to be financed by Start-up Advance will require the no objection from IFAD to be considered eligible.

3. *Procurement arrangements.* The procurement of goods, works and services under the Programme shall be conducted in accordance with the provisions of IFAD's Project Procurement Guidelines and Procurement Handbook as well as with the operational procedures and any other measures identified by IFAD.

Schedule 3

Special Covenants

In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower to request withdrawals from the Loan Account if the Borrower has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Programme:

1. Within 3 months of entry into force of the Financing Agreement, the Parties shall carry out an assessment of the alignment of the Integrated Financial Management Information System (IFMIS) to IFAD's financial reporting requirements and the Borrower shall commit to carrying out any necessary customization as required.

2. *Planning, Monitoring and Evaluation.* M&E functions will be effectively supported by a Management Information System (MIS). The MIS will be aligned with MINAGRI's new MIS and with IFAD's new Operational Results Management System (ORMS). A baseline, mid-term and completion survey will be conducted. The Minimum Diversity Diet for Women (MDD-W) will be integrated into the baseline and follow-up surveys.

Planning will be done jointly for the IFAD and ENABEL supported interventions. A single annual work plan and budget (AWPB) will be developed. The AWPB will be informed by an assessment of current implementation progress and will describe the strategic direction of the Programme for the coming year along with results expected (targets) under each component and how those results will be achieved. This will be complemented by a resource plan, budget and risk analysis for each result. Previous year performance and challenges will be analysed to define review and adjust planning and generate lessons. The AWPB will include plans for training and technical assistance, M&E, including the procurement plan for the year in question.

3. *Gender.* A Gender, Targeting and Community Mobilisation Specialist shall be appointed in the MINAGRI SPIU to coordinate the implementation of the gender and targeting strategies.

4. *Preventing gender based violence in the agricultural sector.* The Programme will contribute to reducing any harmful act based on gender through: (i) sensitization on the importance of addressing Gender Based Violence (GBV), application of IFAD's no tolerance for SH/ SEA for Programme staff and Programme's activities and operations ; (ii) map out and partner with GBV prevention and response actors in Programme adjoining communities; (iii) have GBV risks adequately reflected in all safeguards instruments, contracts with suppliers and other third parties to be funded with IFAD funds.

5. *Nutrition.* To support beneficiaries in addressing gaps in nutrition knowledge, the Programme will carry out nutrition education at the household level and with the youth small livestock production enterprises. To coordinate nutrition-oriented activities, the Programme will contract a Nutrition Specialist as part of the Programme staff at the central level.

6. *Compliance with the Social Environmental and Climate Assessment Procedures (SECAP).* The Borrower shall ensure that the Programme will be implemented in compliance with IFAD's SECAP and more specifically that the following measures shall be taken: (a) all Programme activities are implemented in strict conformity with the Borrower's relevant laws/regulations; (b) proposals for civil works include confirmation that no involuntary land acquisition or resettlement is required under the Programme. In the event of unforeseen land acquisition or involuntary resettlement under the

Programme, the Borrower shall immediately inform the Fund and prepare the necessary planning documents; (c) women and men shall be paid equal remuneration for work of equal value under the Programme; (d) recourse to child labour is not made under the Programme; (e) the measures included in the Gender strategy of the Programme are undertaken, and the resources needed for their implementation are made available, in a timely manner; and (f) all necessary and appropriate measures to implement the Gender strategy to ensure that women can participate and benefit equitably under the Programme are duly taken.

Under component 1 on support for climate smart- innovations, the Programme will promote several activities for mainstreaming environmental management and climate change adaptation and mitigation in order to mitigate potential negative impact of small livestock production intensification. These activities will include: (i) enhanced feed efficiency through the promotion of fodder trees and shrub species (agroforestry) and use of crop residues at farm level; (ii) manure management through adoption of biogas systems and composting; (iii) improved water efficiency through rainwater harvesting facilities installed at farm level; and (iv) promotion of the use of solar energy for pig and poultry farms.

Under component 2, on Market Facilitation in Small Livestock Value Chains, the Programme will support the alignment of the private sector and compliance to national regulations pertaining to water and energy efficiency, waste management (e.g. biogas) and wastewater treatment or sewerage facilities and adequate washing facilities (e.g. running cold and hot or warm water).

7. *Anticorruption Measures.* The Borrower shall comply with IFAD Policy on Preventing Fraud and Corruption in its Activities and Operations, taking appropriate action to prevent, mitigate and combat Prohibited Practices.

8. *Grievance redress mechanisms (GRM).* Communities and individuals who believe that they are adversely affected by PRISM can submit complaints through the grievance redress mechanism of the Programme. The PIM will include the details and description of the GRM process.

9. *Use of Programme Vehicles and Other Equipment.* The Borrower shall ensure that:
- (a) all vehicles and other equipment procured under the Programme are allocated to the SPIU and other Implementing Agencies;
 - (b) The types of vehicles and other equipment procured under the Programme are appropriate to the needs of the Programme; and
 - (c) All vehicles and other equipment transferred to or procured under the Programme are dedicated solely to Programme use.

Logical framework

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions (A) / Risks (R)
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
Outreach	1. Persons directly receiving services from the programme ¹			26,355 ²	Programme records and progress reports	Yearly	SPIU and SPs	
	1a. Number of households (HHs) reached ³			26,355				
	1b. Estimated corresponding total number of households members (average 4.4 pers. per HH)			115,962				
Programme Goal Contribute to reduce poverty and enhance resilience of poor rural people	2. Average increase in rural income per capita, derived from targeted value chains (COSOP indicator)	0	15%	25 ⁴ %	National statistics, household surveys, poverty & gender studies	Y1, Y3 Y5	SPIU	Incomes increase through a combined effect of increased production and improved market access (A) Strong political leadership and support (A)
	3. Percentage increase of assets ownership of participating households	0	15%	25%	Baseline, mid & end line survey, Programme reports	Y1, Y3, Y5	SPIU	Absence of natural disaster (A) Political and economic stability (A)
Development Objective Improved food and nutrition security and incomes of poor rural households through better performance of the targeted value chains	4. Percentage of women reporting improved quality of their diets (MDD-W ⁵)	0	30 %	75% ⁶	Baseline, mid & end line survey (MDD-W)	Y1, Y3, Y5		Poor rural people are willing to adopt innovative technologies and practices (also nutritional) (A)
	5. Number of people with improved access to markets (SDG 2.3 and 10.2)	0	30%	80%	Baseline, mid & end line survey,	Y1, Y3, Y5	SPIU	Households willing to increase consumption of animal source foods (nutrition education) (A) Export market to neighbouring countries remains stable / growing (A)

¹ 50 per cent women and 30 per cent youth.

² 24,300 beneficiaries of Heifer VBHCD model (pro-poor graduation pathway), + 1,530 rural youth + 1,425 Productive Alliances beneficiaries. Assumption: 1 Person/Household receives project support.

³ 30 per cent women-headed households.

⁴ As per EFA.

⁵ Minimum Dietary Diversity Score for Women.

⁶ Of total households reached.

Results	Indicators				Means of Verification			Assumptions (A) / Risks (R)
Outcome 1: Small livestock farmers are socially, technically and economically empowered	6a.Number of vulnerable households graduated ⁷ from the Value Based Holistic Community Development (VBHCD) model	0	7,020	17,550 ⁸	Outcome survey	Yearly from Y2	SPIU	Vulnerable household willingness to participate and allocate time for the graduation programme.
	7.Productivity of small livestock production systems increased (COSOP indicator)	0	15%	30%	Outcome survey	Yearly from Y3	SPIU	Absence of outbreak of major contagious animal disease (A). Smallholders willing to keep the animal for production (A)
Output 1.1: Strengthened production skills of vulnerable rural households, women and youth	8a.Number of vulnerable households receiving a full package of capacity building ⁹ and small livestock assets	0	10,000	23,400	Programme records and progress reports	Yearly	SPIU and SPs	Availability of adapted breeds, quality and healthy animals for placement in vulnerable households (A)
Output 1.2: Improved animal health and genetic potential	10a.Number of producers accessing animal health and breeding services (IFAD funded interventions' beneficiaries)		7,900	26,355	Programme records and progress reports	Yearly	SPIU and SPs	
Output 1.3: Response capacities to sanitary risks improved	11.Number of contingency plans developed or updated	0	2	4	Programme records and progress reports	Yearly	SPIU	Government able to mobilize its contribution to the contingency fund
Output 1.4: Climate smart innovations promoted	12.Number of groups supported to sustainably manage natural resources and climate-related risks (CI 3.1.1)	0	500	1,320 ¹⁰	Programme records and progress reports	Yearly	SPIU and SPs	
Outcome 2: Value chain actors access improved inputs, services and output	13a. Number of small livestock VC actors accessing improved inputs, services and output markets ¹¹ (IFAD beneficiaries)	0	6,390	15,910 ¹²	Outcome survey	Yearly from Y3	SPIU	Financial service providers are available to support programme engagement with FIs (A)

⁷ In the context of VBHCD model, a household is considered to be graduated when it has achieved a living income. The benchmark for this in Rwanda is \$3,400. Once a household is achieving this annual salary, they will have sufficient resources to enable all members of the household to afford a decent standard of living and will be considered "graduated".

⁸ 40 per cent (MTR) and 75 per cent (end of project) of beneficiaries from the Heifer VBHCD model (50 per cent women 30 per cent youth).

⁹ In the communities benefitting from the HBHCD model. The social mobilization full package will include community-based capacity building, saving mobilization, linkages to formal financial sector and markets, piloting of community-based mechanisms and nutrition and gender education. The project and the service provider will monitor the indicator also disaggregated by activity (e.g. number of people receiving training on nutrition, gender, financial literacy, marketing etc.)

¹⁰ 1,170 VBHCD beneficiaries + 150 youth groups.

¹¹ Including 1,530 are from youth small livestock production cooperatives, 1,425 smallholder farmers engaged in productive alliances, 9,720 vulnerable HH, 3,000 producers supplying improved processing facilities, 25 private entrepreneurs and 210 financing institutions.

Results	Indicators			Means of Verification			Assumptions (A) / Risks (R)	
markets Output 2.1: Partnership between small livestock farmers and private actors supported (4P)	15. Number of rural producers' engaged in productive alliance with input suppliers	0 ¹³	1,500	2,955	Programme records and contractual agreement	Yearly	SPIU	Sufficient number of private actors interested to be part of productive alliance (A)
Output 2.2: Unemployed rural youth participation in small livestock production enterprises increased	9. Number of youth benefitting from the start-up package ¹⁴	0	500	1,530 ¹⁵	Programme records and progress reports	Yearly	SPIU and SPs	Local government will provide land to establish youth groups production units (A)
Output 2.3: Infrastructures rehabilitated, and food safety and animal welfare improved	16. Number of slaughtering / processing / marketing facilities rehabilitated (CI 2.1.6)	0	Baseline: + 6 process. + 5 pig slaughter slabs + 8 markets	Baseline: + 10 process. + 7 pig slaughter slabs + 15 markets	Programme records and progress reports	Yearly	SPIU and SPs	Financial sector is willing to lend to private sector investing in food safety and improved animal welfare equipment (A)
Output 2.4: Smallholder access to financial services improved	17a. Number of persons in rural area accessing financial services (credit savings and payments from Banks, MFIs, SACCOs) (CI 1.1.5) under IFAD supported intervention	2,000 ¹⁶	4,000	12,675 ¹⁷	Programme records and progress reports	Yearly	SPIU and SPs	Financial institutions will be able to mobilize guarantee from BDF or upcoming Risk Sharing and Financing Facility (A)
Output 2.5: Small Livestock Multi-stakeholder Fora set up at both local and national level	18. Number of functioning Small Livestock Multi-stakeholder Fora supported (CI policy 2)	0 ¹⁸	3 ¹⁹	6 ²⁰	Programme record and progress reports	Yearly from Y3	SPIU	Value chains actors are willing to work together through the platforms (A)
Outcome 3:	19. Number of laws, regulations and strategies proposed to policy	0	3	6	Programme	Yearly from	SPIU	Strong political support from

¹² 50 per cent women and 30 per cent youth.

¹³ None of the targeted farmers are currently engaged in productive alliances.

¹⁶ Based on statistics, we assume that around 15 per cent of targeted beneficiaries are already benefitting from financial services.

¹⁷ Including 40 per cent of vulnerable households, 100 per cent of youth and 100 per cent of smallholder farmers engaged in productive alliance.

¹⁸ To be initiated when actors are actively mobilized.

¹⁹ One multi-stakeholder forum per region.

²⁰ These include 5 regional multi-stakeholder fora and 1 national small livestock multi-stakeholder forum.

Results	Indicators			Means of Verification			Assumptions (A) / Risks (R)
Institutional and policy environment improved	makers for approval, ratification or amendment (CI policy 3)				records and progress reports	Y3	MINAGRI will continue (A)
Output 3.1: Small Livestock sector policies and regulations updated and enforced	20. Number of small livestock policy-relevant knowledge products completed (CI policy 1) ²¹	0	2	5	Programme records and progress reports	Yearly SPIU	

²¹ 2 sector strategies and 3 regulatory frameworks.